

---

## Les élections au Bundestag 2009

### Campagne électorale, résultats et formation du gouvernement

---

**Manuela Glaab**  
**Michael Weigl**  
*Décembre 2009*

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne à Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme l'un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte  
n'engagent que la responsabilité des auteurs.*

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

© Tous droits réservés, Ifri, 2009

ISBN : 978-2-86592-635-0

**IFRI**

27 rue de la Procession  
75740 Paris cedex 15 - France  
TEL.: 33 (0)1 40 61 60 00  
FAX: 33 (0)1 40 61 60 60  
E-Mail: [ifri@ifri.org](mailto:ifri@ifri.org)

**IFRI-BRUXELLES**

Rue Marie-Thérèse, 21  
B -1000 Bruxelles - Belgique  
TEL.: 32(2) 238 51 10  
FAX: 32(2) 238 51 15  
E-Mail: [info.bruxelles@ifri.org](mailto:info.bruxelles@ifri.org)

SITE INTERNET: [ifri.org](http://ifri.org)

# Notes du Cerfa

---

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis, à caractère scientifique et de nature « policy oriented ». Envoyées gratuitement à plus de 2 000 abonnés sous forme électronique, à l'instar des Visions franco-allemandes, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site Internet du Cerfa, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

## ***Dernières publications du Cerfa***

Julia Sattler, « L'engagement culturel : la politique culturelle extérieure de l'Allemagne depuis 1989 », *Note du Cerfa*, n° 69, novembre 2009

Frank Thomas Koch, « Les nouveaux länder 20 ans après la chute du Mur », *Note du Cerfa*, n° 68, novembre 2009

Jeanne Fagnani, « Les réformes de la politique familiale en Allemagne : l'enjeu démographique », *Note du Cerfa*, n° 67, octobre 2009

Anne-Lise Barrière et Benoît Roussel, « Le traité de Lisbonne, étape ultime de l'intégration européenne ? Le jugement du 30 juin 2009 de la Cour constitutionnelle allemande », *Note du Cerfa*, n° 66, septembre 2009

## Auteurs

---

**Manuela Glaab** est depuis 2000 directrice du groupe de recherche sur l'Allemagne au Centre pour la recherche politique appliquée de Munich (Centrum für angewandte Politikforschung, C.A.P). Elle est maître de conférence à la chaire « systèmes politiques et unification européenne » de l'Institut Geschwister-Scholl de sciences politiques à l'Université Ludwig Maximilien de Munich.

Elle a publié en 1999 une thèse en sciences politiques intitulée : « La politique allemande dans l'opinion publique. Opinions et politique gouvernementale dans la République fédérale d'Allemagne de 1949 à 1990 ».

Ses recherches portent par ailleurs sur les questions de *political leadership*, tant en théorie qu'en pratique, le système politique de la République fédérale d'Allemagne, la recherche politique sur la culture, ainsi que sur la politique et les médias.

**Michael Weigl** est chercheur au groupe de recherche sur l'Allemagne au C.A.P. Ses recherches sont consacrées à l'histoire de l'unification allemande et des relations germano-autrichiennes. De plus, il s'intéresse aux questions d'identité et de conscience historique. Depuis 2003, il est responsable du projet de recherche « Identités dans les régions frontalières ».

# Sommaire

---

<b>Résumé.....</b>	<b>4</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>5</b>
<b>La situation de départ et les stratégies de campagne électorale .....</b>	<b>6</b>
<b>Le résultat des élections.....</b>	<b>10</b>
<b>La formation du gouvernement et le positionnement des partis conservateurs et libéral .....</b>	<b>16</b>
<b>La formation de l'opposition .....</b>	<b>20</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>24</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>26</b>

## Résumé

---

La soirée électorale du 27 septembre 2009 n'a pas été riche en surprises – contrairement à celle de 2005 : dès les premières estimations après la fermeture des bureaux de vote, une nette majorité s'annonçait. Comme les sondages l'avaient suggéré pendant plusieurs mois, l'Union chrétienne-démocrate/Union chrétienne-sociale (Christlich Demokratische Union Deutschlands [CDU]/ Christlich Soziale Union in Bayern [CSU]) et le Parti libéral-démocrate (Freie Demokratische Partei, FDP) ont remporté des élections au Bundestag. Une campagne électorale que ni les observateurs professionnels de la vie politique ni le grand public n'avaient trouvée passionnante s'est ainsi terminée de façon tout aussi peu spectaculaire.

Lors du changement de gouvernement de 2009, il a été peu question de la « magie du nouveau départ ». On a plutôt constaté que le nouveau gouvernement avait fait un faux départ. Les premiers conflits entre CDU, CSU et FDP laissent d'ores et déjà penser que de nombreuses promesses électorales ne seront que partiellement réalisées – si jamais elles le sont. Les « partenaires de rêve » de la coalition devront eux aussi accepter des compromis.

En même temps, le gouvernement doit relever le défi de la gestion des conséquences de la crise économique et financière ainsi que des nombreuses réformes. Il ne devrait donc pas manquer de points faibles pouvant donner prise aux attaques de l'opposition. Le parlementarisme en Allemagne – visiblement essoufflé aux temps de la grande coalition – peut s'en trouver redynamisé.

## Introduction

---

La soirée électorale du 27 septembre 2009 n'a pas été riche en surprises – contrairement à celle de 2005 : dès les premières estimations après la fermeture des bureaux de vote, une nette majorité s'annonçait. Comme les sondages l'avaient suggéré pendant plusieurs mois, l'Union chrétienne-démocrate/Union chrétienne-sociale (Christlich Demokratische Union Deutschlands [CDU]/ Christlich Soziale Union in Bayern [CSU]) et le Parti libéral-démocrate (Freie Demokratische Partei, FDP) ont remporté des élections au Bundestag. Une campagne électorale que ni les observateurs professionnels de la vie politique ni le grand public n'avaient trouvée passionnante s'est ainsi terminée de façon tout aussi peu spectaculaire.

Mais, en même temps, l'analyse de cette campagne, de ses résultats et du positionnement des différents partis qui en a découlé permet d'esquisser les premiers contours du travail qui sera mené par les forces au pouvoir et celles dans l'opposition.

## **La situation de départ et les stratégies de campagne électorale**

---

Les deux candidats des partis de l'Union (CDU et CSU) et du Parti social-démocrate (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD) au poste de chancelier étaient connus dès l'automne 2008, ce qui n'a pas empêché un démarrage fort tardif de leurs campagnes électorales respectives. Ce n'est qu'à l'issue des élections régionales du 30 août 2009 (Sarre, Saxe, Thuringe) que la « phase chaude » de la campagne a commencé sur le plan national. La crise économique et financière a forcé les partis au gouvernement à coopérer plus avant, au lieu de pouvoir se livrer à des duels électoraux. La situation de départ des différents partis et les stratégies électorales ont également contribué à cette campagne électorale « avec le frein à main serré ».

### ***Les candidats***

Dans tous les sondages, le vice-chancelier et challenger Frank-Walter Steinmeier (SPD) arrivait loin derrière la chancelière en exercice Angela Merkel (CDU). Cette dernière se trouvait clairement en tête du palmarès des personnalités politiques les plus populaires ; elle pouvait s'appuyer sur une grande satisfaction concernant ses propres résultats à la tête du gouvernement et se positionnait également nettement devant le candidat du SPD quant à ce que l'on appelle la « question du chancelier » (« Si l'on pouvait élire directement le chancelier, sur qui se porterait votre choix ? »). Mais Frank-Walter Steinmeier ne pouvait guère se lancer dans une campagne personnalisée agressive en raison de ses fonctions de ministre des Affaires étrangères et de vice-chancelier. La CDU avec Angela Merkel tout comme le SPD avec Frank-Walter Steinmeier, liés par le partage des responsabilités gouvernementales, ont eu du mal à prendre leurs distances par rapport à la politique de la grande coalition et à se prononcer de façon offensive pour un changement de gouvernement.

## ***Les tendances de l'opinion***

La population n'était pas vraiment favorable au changement. Les électeurs étaient bien plus nombreux qu'en 2005 à se montrer satisfaits du travail accompli par le gouvernement. En outre, il n'y avait pas de préférence claire pour tel ou tel type de coalition. Ainsi, avant les élections, les options « noir-jaune » (conservateurs-libéraux) (48 %) ou « grande coalition » (CDU/CSU-SPD, 45 %) obtenaient presque le même nombre d'opinions favorables – ce qui les plaçait loin devant d'autres coalitions imaginables<sup>1</sup>.

Cependant, ni la CDU ni le SPD n'ont profité de façon substantielle de leur participation au gouvernement. Dès le début de sa candidature, Frank-Walter Steinmeier a dû se battre contre les mauvais résultats qu'enregistrait son parti dans les sondages. En réponse à la « question du dimanche » (« Pour qui voteriez-vous si les élections avaient lieu dimanche prochain ? »), le SPD s'était trouvé derrière l'Union tout au long de la législature ; durant la dernière année, un écart constant de plus de 10 points les séparait. Alors que la persistance d'une opinion négative menaçait de plonger le SPD dans la léthargie, l'Union devait affronter un défi qui lui était propre car elle n'avait pas réussi, au sein de la grande coalition, à dépasser sensiblement le niveau d'opinions favorables obtenu lors des élections législatives de 2005 – et ce, malgré la popularité de la chancelière. Les opinions favorables enregistrées par le FDP dans les sondages, en constante augmentation, ont donc pu être interprétées comme un signe en faveur d'une coalition noire-jaune. D'un autre côté, l'amélioration enregistrée par le FDP risquait de se faire au détriment de la CDU/CSU ; l'option d'une majorité commune restait donc potentiellement menacée en raison de la faiblesse de l'Union. Circonstance aggravante, cette fois-ci la CSU en Bavière devait s'attendre à un résultat beaucoup moins au-dessus de la moyenne.

## ***Les profils de compétences***

S'il est vrai qu'en fin de compte, aucun sujet n'a dominé la campagne électorale, les questions de politique économique et de justice sociale ont néanmoins été décisives pour l'issue des élections. Dans les deux domaines, cependant, l'Union tout comme le SPD n'enregistraient que des opinions ambiguës. En matière de politique économique, c'est l'Union qui avait la réputation d'être le parti le plus compétent de tous, suivie de près cependant par le FDP, perçu avant tout comme partisan d'un système fiscal plus juste. Quant aux questions de justice sociale, c'est à l'inverse le SPD qui était considéré comme le parti le plus

---

<sup>1</sup> Infratest dimap, WahlREPORT Bundestagswahl 2009, Berlin 2009.

compétent de l'ensemble des partis. Mais, en même temps, plus des deux tiers des personnes interrogées étaient d'accord avec l'affirmation que le SPD avait abandonné ses « principes sociaux-démocrates » en raison de sa réforme du système social et du marché de l'emploi<sup>2</sup> ainsi que de sa résolution en faveur d'une retraite à partir de 67 ans. En outre, plus de la moitié des personnes interrogées pensaient que Die Linke (La Gauche) était le parti qui défendait le plus les milieux défavorisés.

## **Les options de coalition**

Alors que l'Union tablait pendant la campagne électorale sur une majorité propre avec son partenaire préféré le FDP, le SPD n'avait pas d'option indépendante en termes de pouvoir. Les sociaux-démocrates avaient expressément exclu toute coalition au niveau fédéral avec La Gauche. Mais une coalition « en feu tricolore » entre SPD, FDP et les Verts (Alliance 90/Les Verts [Bundnis 90/Die Grünen]) était également inenvisageable car les libéraux s'étaient décidés pour une coalition avec l'Union. Les Verts, quant à eux, se prononçaient contre une éventuelle « coalition jamaïcaine » (Jamaïka-Koalition<sup>3</sup>) entre l'Union, le FDP et les Verts. Les seules options de coalition réalistes à l'issue des élections étaient donc une alliance entre Union et FDP ou – en cas de résultats insuffisants – une poursuite de la grande coalition. C'est aussi en raison de cette problématique de la coalition que le SPD a dû se contenter d'une attitude critique très mesurée vis-à-vis de sa véritable grande concurrente, l'Union avec la chancelière Merkel, ce qui a encore renforcé sa position défensive.

Il s'ensuivit une campagne électorale caractérisée avant tout par l'absence de polarisation entre les « partis populaires » (ou « partis de masse », *Volksparteien*) CDU/CSU et SPD – d'où aussi l'absence de suspense dans une campagne électorale jugée pauvre en contenus. Ce dilemme s'est révélé au grand jour lors du « duel télévisé » entre Angela Merkel et Frank-Walter Steinmeier le 13 septembre 2009, mené sur un ton assez neutre – et finalement resté sans véritable vainqueur.

Du point de vue des stratèges de la CDU, il était logique de miser sur une campagne électorale centrée sur la chancelière et exempte de toute critique directe envers le SPD – d'autant qu'en ces temps de crise, la stabilité du pilotage gouvernemental correspondait aux attentes de l'opinion publique. Cette stratégie a cependant été

---

<sup>2</sup> NDLR : Ces réformes ont été introduites par le gouvernement SPD/Vert de Gerhard Schröder dans le cadre de l'Agenda 2010, et en particulier les lois de réformes des régimes sociaux et du marché du travail incriminées, dites lois Harz.

<sup>3</sup> NDLR : la « coalition jamaïcaine » rassemble les parties aux couleurs du drapeau de la Jamaïque : noir (CDU/CSU), jaune (FDP) et vert (Alliance 90/Les Verts).

compromise par le manque d'unité de l'Union. Des voix critiques émanant également des rangs de son propre parti reprochaient à Angela Merkel d'avoir trop rapproché le CDU du Parti social-démocrate pendant la grande coalition en place depuis 2005. Le fait que la CDU ait été exhortée de façon répétée à réaffirmer les convictions propres au camp conservateur a révélé une perte d'assurance parmi les chrétiens-démocrates quant au programme de leur parti. Lors du déclin des résultats des sondages durant les dernières semaines avant les élections, la nervosité a augmenté dans les rangs de l'Union. Des voix de plus en plus nombreuses ont exigé une campagne plus offensive, moins présidentielle et plus clairement centrée sur des thèmes précis. En outre, la CSU a suivi sa propre route (à quelques jours seulement des élections, elle a par exemple présenté un « programme immédiat pour la croissance et le travail » applicable au cours des 100 premiers jours), se démarquant à la fois du parti frère et du partenaire de coalition potentiel, le FDP.

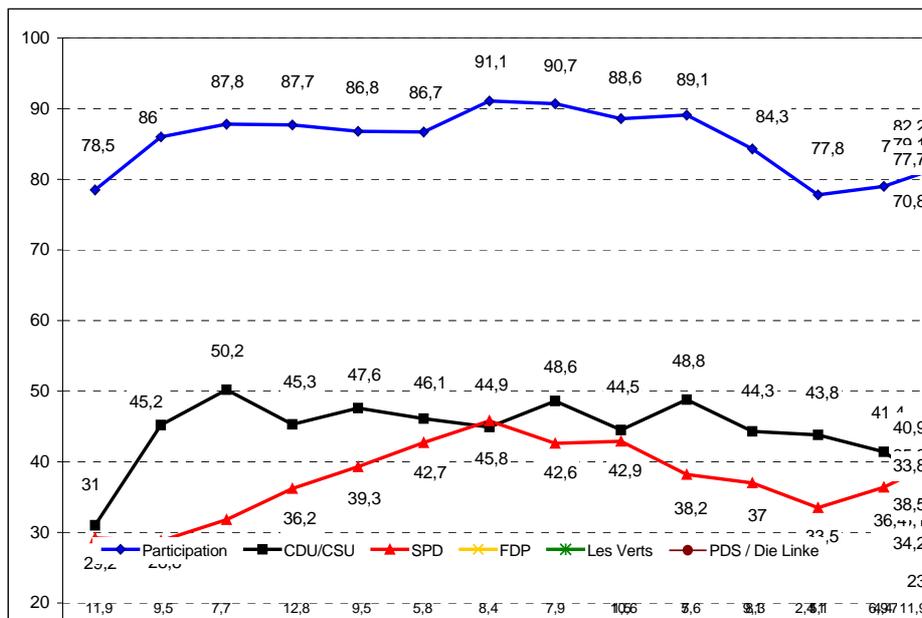
Il était extrêmement difficile pour le SPD de mobiliser ses troupes étant donné l'avance prise par l'Union, qui semblait quasiment irrattrapable. Alors que Frank-Walter Steinmeier, après le jeu de chaises musicales au sein de la direction de son parti, devait tenter de rassembler ses propres rangs derrière lui tout en renforçant la confiance des autres en ses capacités de leadership, Angela Merkel, quant à elle, se lançait dans la campagne électorale pourvue du bonus que lui conférait sa fonction. Malgré cela – ou peut-être à cause de cela – le SPD a conjuré le souvenir du « mythe de 2005 » tout au long de la campagne. À l'époque le parti, bien que là aussi en très mauvaise posture par rapport à son rival, avait réussi une accélération finale époustouflante de sa campagne électorale, qui avait failli apporter la victoire au chancelier Gerhard Schroeder. Le 30 juillet 2009, la présentation d'un *shadow cabinet* – appelé « équipe de compétences » (*Kompetenzteam*) par le SPD – ainsi que le « plan pour l'Allemagne » (*Deutschlandplan*) aux allures de programme politique traduisaient des tentatives d'incarner une compétence en termes de solutions à travers le renouvellement des personnes et des concepts politiques.

Les petits partis – FDP, Alliance 90/Les Verts et Die Linke – n'ont pu que profiter du fait que les partis populaires menaient une campagne électorale peu émotionnelle et en même temps pauvre en contenus. En tant que partis de l'opposition, ils ont tous cherché à se présenter comme de réelles alternatives par rapport à l'Union et au SPD. Autre avantage dont ils bénéficiaient, la campagne électorale des grands partis, souvent perçue comme ennuyeuse, a renforcé leur présence dans les médias en comparaison avec nombre d'autres campagnes du passé.

## Le résultat des élections

L'Union conduite par la chancelière Merkel a certes réussi à provoquer le changement de gouvernement souhaité, de concert avec son partenaire de coalition préféré, le FDP. Il n'empêche que la CDU et la CSU ne sont pas parvenues à échapper au déclin des partis populaires. Les deux partis ont réalisé le pire résultat depuis 1949 : 27,3 % pour la CDU et 6,5 % pour son parti frère, la CSU. Ce dernier surtout a dû faire face à des pertes sensibles (- 6,7 points) dans sa région, la Bavière (cf. graphique 1).

**Graphique 1. Résultats des élections au Bundestag 1949-2009**



Source : Manuela Glaab et Michael Weigl. Base de données : Bundeswahlleiter.

Les résultats enregistrés par le SPD sont cependant bien plus dramatiques encore, car son statut de parti populaire paraît réellement menacé. Avec un score d'à peine 23 % des voix, il a réalisé son plus mauvais résultat de toute l'histoire de la RFA. Jamais auparavant, un parti n'avait accusé des pertes aussi importantes lors d'élections législatives (- 11,2 points).

Comme on pouvait s'y attendre, ce sont les « petits » partis, surtout le FDP, qui ont profité de la désaffection des partis populaires. Les libéraux ont étendu leurs succès dans les länder au plan national,

allant même jusqu'à réaliser leur meilleur résultat de tous les temps pour des élections législatives, 14,6 %. Le fait d'avoir clairement pu défendre la prestigieuse étiquette de « troisième parti » a constitué une source de satisfaction toute particulière pour le FDP. Die Linke a également pu enregistrer le plus grand pourcentage de secondes voix<sup>4</sup> au niveau national, réalisant 11,9 %. Mais ce qui paraît plus important encore à plus long terme, c'est qu'elle ait réussi à passer le seuil des 5 % dans l'ensemble des länder. Si Die Linke est toujours bien mieux représentée à l'Est, où elle prétend au statut de parti populaire (cf. Neu 2007), elle ne peut plus guère être taxée de parti régional est-allemand. La formation Alliance 90/Les Verts a elle aussi réalisé son meilleur résultat avec 10,7 %, succès cependant terni par le fait que le parti sera à nouveau le plus petit groupe parlementaire au sein du 17<sup>e</sup> Bundestag. Il n'empêche que chacun des trois petits partis peut se sentir vainqueur : pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne fédérale, ils ont tous dépassé le seuil des 10 %.

Les partis de l'Union ont pu améliorer leur résultat aux élections législatives en remportant l'ensemble des 24 mandats supplémentaires (dont trois pour la CSU bavaroise). Ainsi, malgré les pertes en termes de voix, ils ont presque réussi à maintenir le nombre de députés au nouveau Bundestag (CSU : - 1 ; 45 sièges) voire à l'augmenter (CDU : + 14 ; 194 sièges). Les groupes parlementaires du FDP (+ 31 ; 93 sièges), de Die Linke (+ 22 ; 76 sièges) et des Verts (+ 17 ; 68 sièges) sont sensiblement plus importants qu'auparavant. Le groupe parlementaire du SPD, en revanche, a considérablement diminué, le parti ayant perdu plus d'un tiers de ses sièges. Au sein du nouveau Bundestag, les sociaux-démocrates ne fournissent plus que 146 députés (- 76). Avec un total de 622 sièges au nouveau parlement, la coalition du gouvernement, composée des partis de l'Union et du FDP, peut ainsi revendiquer une majorité nette de 42 sièges (232 : 190).

Selon l'analyse longitudinale, certaines tendances du comportement électoral en Allemagne se sont confirmées – dans la limite des analyses disponibles à l'heure actuelle<sup>5</sup> :

- Une baisse de la participation : avec 70,8 %, la participation a atteint un nouveau record de faiblesse dans l'histoire des élections au Bundestag. La tendance vers un recul de la participation, que l'on

---

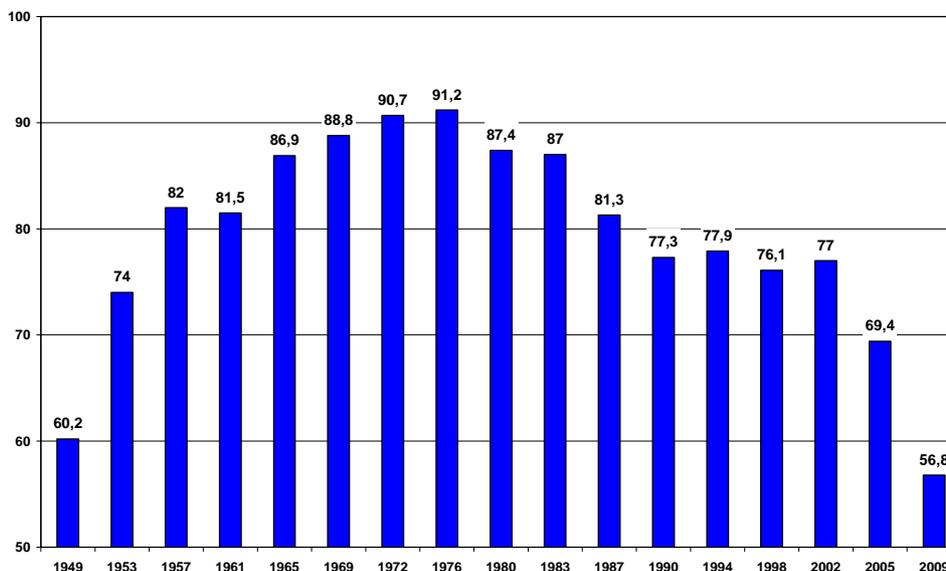
<sup>4</sup> NDLR : les électeurs allemands disposent d'une « première voix » pour élire un député au suffrage direct, et d'une « seconde voix » pour un scrutin de liste, qui introduit une dose de proportionnelle dans la composition du Bundestag.

<sup>5</sup> Toutes les données d'enquête mentionnées par la suite proviennent – sauf indication contraire – d'Infratest dimap : WahlREPORT Bundestagswahl 2009, Berlin 2009. Les statistiques électorales représentatives du responsable fédéral des élections ne sont présentées que six mois environ après une élection. De même, les résultats de la *German Longitudinal Election Study* (GLES), qui étudie pour les élections au Bundestag de 2009, 2013 et 2017 les changements de l'électorat, ne sont pas encore disponibles. Cf. <[www.dgfw.info/gles.php](http://www.dgfw.info/gles.php)>.

observe depuis le début des années 1980 pour toutes les élections – qu'il s'agisse d'élections législatives, régionales, communales ou européennes – s'est ainsi confirmée.

- Une décision tardive : le nombre d'électeurs qui ne prennent leur décision que peu de temps avant de se rendre aux urnes augmente depuis des années. D'après les sondages, en 2009, à peine une personne sur deux a pris sa décision tôt. En revanche, plus de 30 % des électeurs déclarent avoir pris leur décision quelques jours à peine avant la date des élections, voire le jour même.
- Une baisse de l'attractivité des partis (populaires) : ce sont surtout les deux partis populaires qui subissent la baisse de l'identification à un parti. Alors qu'en 1976, ils réunissaient encore 91,2 % des voix, en 2009, ce chiffre est passé à tout juste 56,8 %. Les partis de l'Union ont perdu des électeurs surtout en faveur du FDP. Les nombreuses voix perdues pour le SPD se sont au contraire reportées sur l'ensemble des autres partis – La Gauche et les Verts tout comme l'Union et le FDP. En outre, de nombreux anciens électeurs de la CDU, de la CSU et du SPD ont cette fois-ci opté pour l'abstention. Le nombre des électeurs fluctuants – depuis longtemps déjà en légère augmentation – semble à nouveau avoir un peu augmenté pour atteindre environ 30 %. La baisse de l'attractivité des partis se manifeste également par le fait qu'ils séduisent peu de primo-votants. Auprès de ce groupe, les partis de l'Union tout comme le SPD ont enregistré des résultats très inférieurs à la moyenne. De nouvelles formations, tel le Parti des pirates (Piratenpartei) présent surtout sur Internet et qui a remporté d'emblée près de 848 000 secondes voix, ont en revanche été particulièrement appréciées par la jeune génération. D'après les sondages, le Parti des pirates a obtenu 13 % des voix des primo-votants masculins.

**Graphique 2. Voix des partis populaires lors d'élections au Bundestag 1949-2009 (en %)**



Source : Manuela Glaab et Michael Weigl. Base de données : Bundeswahlleiter.

- Un affaiblissement des clivages traditionnels : à l'instar de précédentes élections au Bundestag, celles de 2009 montrent que les lignes de conflit traditionnelles se maintiennent. Cela vaut notamment pour le clivage confessionnel selon lequel les catholiques proches de l'Église ont plutôt tendance à voter pour la CDU/CSU. Mais, en même temps, les premiers sondages indiquent que ces lignes de conflit continuent à s'affaiblir. Ainsi, les ouvriers ont par exemple voté autant pour La Gauche que pour le SPD et la CDU/CSU. Bien qu'il semble que la crise financière et économique ait joué en faveur des revendications clés traditionnelles des sociaux-démocrates – encadrement de l'économie et justice sociale –, le SPD n'a pas pu profiter de la crise. La grande majorité des électeurs ayant délaissé le SPD ont désigné la justice sociale comme le thème électoral décisif pour eux. Ils étaient presque un tiers, en revanche, à déclarer que la politique économique était à l'origine de leur choix électoral<sup>6</sup>. Apparemment, le SPD avait perdu sa crédibilité auprès des groupes au sein de l'électorat pour lesquels la justice sociale était particulièrement importante.

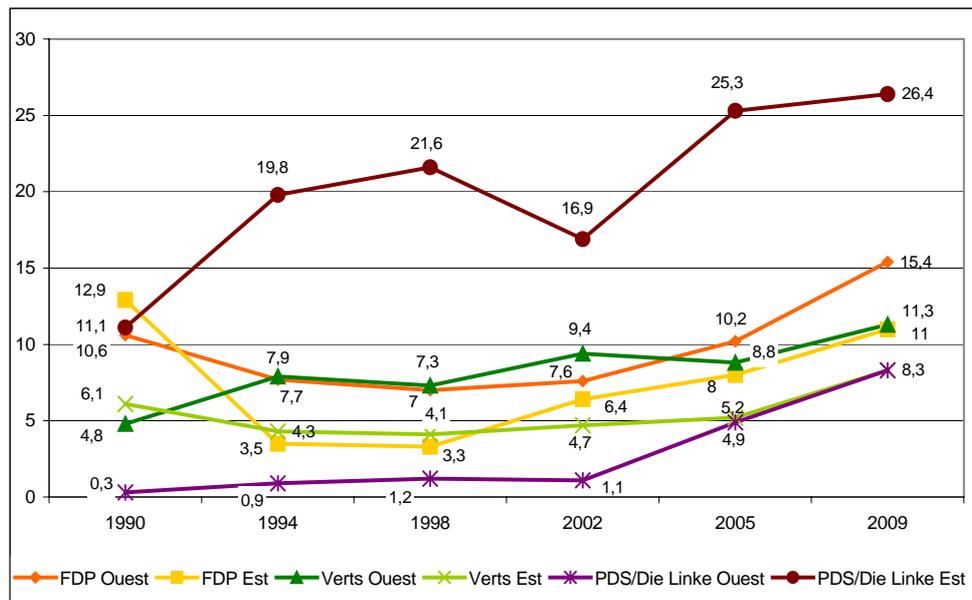
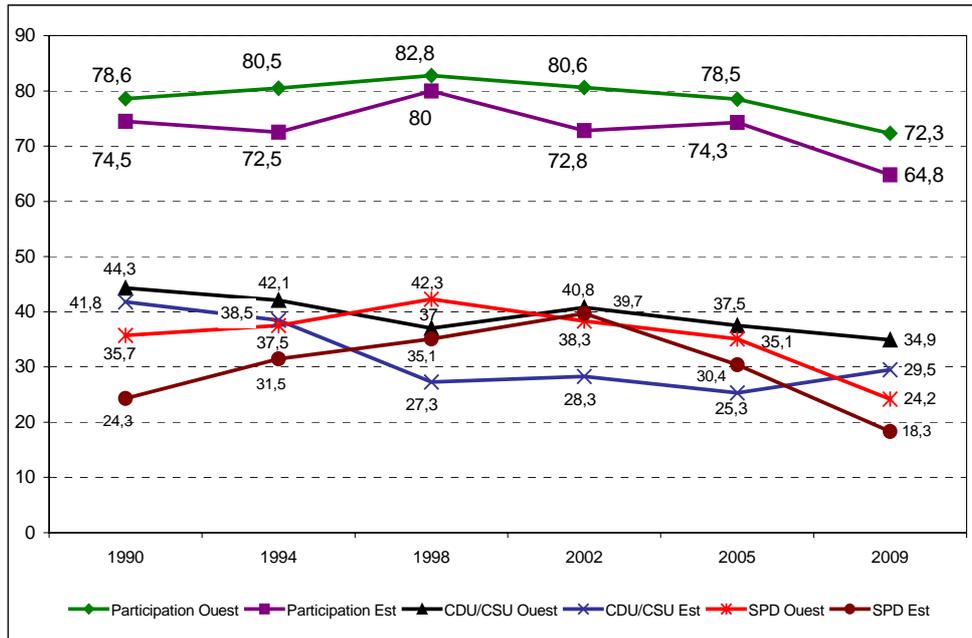
<sup>6</sup> Les électeurs du FDP et de l'Union étaient même plus de 50 % à déclarer que la politique économique avait été décisive pour leur choix.

Autre élément saillant, la quasi-totalité des partis ont réussi à interpeller les groupes d'électeurs les plus divers. Ainsi, plus de 10 % des ouvriers et des chômeurs par exemple ont voté FDP – alors que ni les uns ni les autres ne font partie de la clientèle classique des libéraux. C'est chez les Verts que les différences en termes de préférence électorale sont les plus fortes ; selon les données actuellement disponibles, c'est surtout auprès des ouvriers et des retraités que leurs résultats se situent en dessous de la moyenne.

Enfin, les différences régionales en matière de comportement électoral perdurent mais tendent à s'affaiblir :

- Décalage Nord-Sud : lors de précédentes élections au Bundestag, le Nord de l'Allemagne était largement dominé par le SPD alors qu'au Sud, les partis de l'Union étaient majoritairement la force la plus puissante. Ce constat doit être nettement relativisé pour 2009. Il est vrai que dans le Sud de l'Allemagne, on remarque toujours une dominance nette des partis de l'Union. Mais le Nord n'est plus du tout le bastion intouchable de la social-démocratie. Le SPD ne reste en tête que dans quelques rares régions de Basse-Saxe ou dans la Ruhr. Par ailleurs, la CDU ainsi que Die Linke, à l'Est, ont pu massivement investir les anciens fiefs du SPD.
- Décalage Ouest-Est : le contraste Ouest-Est que l'on pouvait constater dans le comportement électoral lors de précédentes élections au Bundestag s'est globalement maintenu en 2009. Cela concerne d'une part la participation, qui est de près de 8 points inférieure en Allemagne de l'Est par rapport à l'Allemagne de l'Ouest. D'autre part, Die Linke est sensiblement mieux implantée à l'Est, y compris lors des élections au Bundestag où elle a obtenu 26,4 % des voix, qu'à l'Ouest, où elle a toutefois enregistré 8,3 %. À l'Est, les succès de Die Linke se sont réalisés au détriment de tous les autres partis qui, en 2009 aussi, ont enregistré des résultats inférieurs par rapport à l'Allemagne de l'Ouest.

**Graphique 3. Résultats des élections au Bundestag, comparaison Ouest/Est**



Source : Manuela Glaab et Michael Weigl. Origine des données : Bundestag ; statistiques électorales officielles.

## **La formation du gouvernement et le positionnement des partis conservateurs et libéral**

---

Après les élections au Bundestag, compte tenu des rapports de majorité, il n'y avait aucun doute sur la formation d'une coalition gouvernementale noire-jaune. Dès le lendemain des élections, Angela Merkel reçut le chef du FDP Westerwelle à la chancellerie pour les premiers pourparlers. Si les négociations du 5 au 24 octobre n'ont pas eu lieu dans un climat d'harmonie totale, elles ont néanmoins abouti après 19 jours à peine.

Dans l'ensemble, le contrat de coalition conclu entre CDU, CSU et FDP peut être considéré comme une déclaration solidement travaillée, car on a su trouver des compromis permettant à l'ensemble des interlocuteurs de garder la face, malgré leurs promesses électorales ambitieuses. Mais ce résultat a impliqué de maintenir dans le flou certaines questions, en particulier les plus épineuses, laissant ainsi de la marge pour des négociations ultérieures. Dès que le nouveau gouvernement eut prêté serment, des discussions animées ont éclaté entre les partis de l'Union et le FDP sur l'orientation future de la politique gouvernementale, ce qui révèle le manque de précision du contrat de coalition d'une part, et les grandes différences politiques entre les partenaires concernant les questions clés d'autre part.

Il est vrai que la composition du nouveau gouvernement reflète l'arithmétique de la coalition : la CDU fournit la chancelière et sept ministres. Le FDP a obtenu cinq ministères, alors que la CSU s'en est tout de même vu attribuer trois. Mais, même si la CDU est visiblement la composante la plus forte de la nouvelle coalition au pouvoir, de nombreux éléments laissent penser qu'elle aura plus de mal à maintenir son rôle de leader à l'avenir qu'au cours des années passées avec un SPD presque aussi fort mais néanmoins affaibli. Durant la législature à venir, la CDU aura affaire en effet à deux partenaires relativement difficiles : un FDP qui défendra ses positions avec assurance et une CSU qui se battra pour renforcer sa place après les revers subis ces derniers temps. Étant donné les différences de fond, que le contrat de coalition n'a pas résolues mais tout simplement reportées, des conflits sont inévitables.

## La CDU

Après la victoire électorale, le rôle de leader d'Angela Merkel au sein de la CDU semble incontesté. La chancelière et chef du parti peut s'appuyer sur sa grande popularité qui, au dire de nombreux observateurs, a considérablement contribué à son succès électoral. Qu'il existe malgré tout une insatisfaction latente et des tendances à l'éloignement dans certaines parties de la CDU était déjà manifeste lors de la législature passée. L'abandon du programme de réformes, qui avait été annoncé en 2003 lors du congrès du parti de Leipzig, et la réorientation – fixée dans le programme de base de décembre 2007 – vers le centre politique n'ont pas du tout emporté l'adhésion générale. Grâce au succès du FDP et à l'actuelle coalition noire-jaune, toutes les voix critiques au sein du parti qui reprochent à Angela Merkel une « social-démocratisation » de la CDU ont désormais le vent en poupe. Le fait qu'il manquait neuf voix à Angela Merkel lors de son élection au poste de chancelière le 28 octobre 2009 témoigne du potentiel d'insatisfaction latent au sein de son propre parti.

L'atout d'Angela Merkel face aux revendications provenant des rangs de son propre parti tout comme du FDP, c'est de pouvoir rappeler que la majorité noire-jaune au Bundesrat est très mince. En raison des élections régionales qui auront lieu au printemps 2010 en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, un ancien fief du SPD, il s'agit actuellement d'éviter une politique trop favorable aux milieux économiques et d'introduire des éléments de politique sociale. Mais, en même temps, la configuration au sein du Bundesrat et les cinq élections régionales prévues en 2011 font qu'Angela Merkel devra continuer à tenir compte dans son travail gouvernemental des intérêts des ministres-présidents, et parmi eux notamment des chefs des länder appartenant à la CDU.

Lors de la distribution des portefeuilles ministériels du nouveau gouvernement, Angela Merkel a misé sur la continuité et l'expérience. Tous les ministres CDU de la grande coalition sont également présents dans le nouveau cabinet noir-jaune. En raison des temps de crise, Wolfgang Schäuble jouera un rôle clé en tant que ministre des Finances. La chancelière semble penser qu'il aura pour tâche de rejeter les désirs particuliers des ministères en rappelant la situation budgétaire difficile au niveau fédéral et régional. Angela Merkel elle-même aurait alors deux options : d'un côté, elle pourrait continuer à remplir les fonctions de chancelière à la manière d'une femme d'État tout en jouant un rôle plutôt modérateur au sein du gouvernement. Ce faisant, elle tenterait de rester fidèle au sein de la coalition noire-jaune au style de gouvernement présidentiel qui a été le sien dans la grande coalition. De l'autre côté cependant, elle pourrait tout aussi bien essayer de faire valoir plus que par le passé les ambitions de la CDU d'être la force principale au sein du gouvernement. Elle en a elle-même créé les conditions préalables : avec elle comme chancelière et Wolfgang Schäuble comme ministre

des Finances, la CDU occupe les deux fonctions clés au sein du gouvernement. La première déclaration de politique générale d'Angela Merkel de la nouvelle législature indique qu'elle semble bel et bien avoir l'intention de faire valoir plus que par le passé les aspirations de la CDU au leadership.

## La CSU

Au 17<sup>e</sup> Bundestag, la CDU et la CSU forment à nouveau un groupe parlementaire, mais, du point de vue des deux partis frères, le résultat des élections législatives s'interprète de façon tout à fait différente. Après la débâcle des élections régionales en Bavière de septembre 2008, où la CSU avait perdu la majorité absolue pour la première fois après plus de 40 ans et avait été contrainte de former une coalition avec le FDP, le parti semblait à nouveau se consolider. Sous le nouveau ministre-président et chef de parti Horst Seehofer, on est tout de même parvenu à un résultat respectable lors des élections européennes de mai 2009 (48,1 %). Le résultat aux élections législatives – seulement 42,5 % en Bavière (- 6,7 points) – a cependant fait l'effet d'une douche froide. Le résultat des négociations de coalition, plutôt appréciable pour la CSU, devrait apporter un peu d'air à Horst Seehofer, du moins pour l'instant. Trois portefeuilles ministériels ont été octroyés à la CSU, ce que quasiment personne n'avait prévu. Sur le fond aussi, la CSU a pu sauver la face pendant les négociations de coalition. Le secrétaire général du parti, Alexander Dobrindt, a même dit qu'ils avaient réussi à « ancrer solidement la marque d'identité CSU dans le contrat<sup>7</sup> ». La question décisive, en revanche, est de savoir si la CSU pourra faire valoir son influence au niveau fédéral autant que dans les décennies précédentes. À l'heure actuelle, rien ne paraît moins sûr, car deux conditions clés ne sont pas remplies (cf. Kießling 2004) : d'une part, les prétentions nationales de la CSU s'appuyaient toujours sur son règne solitaire dans l'État libre (prospère) de la Bavière ; d'autre part, la CSU devait sa force sur le plan national à l'unité du parti, rassemblé derrière des personnalités leader incontestées tels Franz-Josef Strauß ou Edmund Stoiber. Concernant le futur pilotage du gouvernement, la faiblesse de la CDU entraîne donc un potentiel de conflit non négligeable car celle-ci tentera d'autant plus fortement de se mettre en avant (cf. Deiß 2003).

---

<sup>7</sup> A. Dobrindt, « Koalitionsvertrag mit CSU-Markenstempel », *Bayernkurier*, 31 octobre 2009.

## **Le FDP**

Pour l'instant, le FDP s'est condamné lui-même à devoir réussir. Ses promesses électorales ambitieuses (par exemple réduction d'impôts d'un volume total de 35 milliards d'euros) ainsi que son excellent résultat aux élections ont suscité de grandes attentes. Or, dès les négociations de coalition, le FDP n'a pu imposer qu'une partie de ses positions.

Il est vrai que le FDP a réussi à se positionner fortement sur le plan des nominations. Le chef du parti Guido Westerwelle est également la star du groupe des cinq ministres appartenant au FDP. En tant que ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier, il est le leader incontesté des libéraux. Mais il est prévisible qu'au cours de la législature à venir, le FDP ne réussira que partiellement à imposer des contenus libéraux au sein de la coalition gouvernementale. La crise financière et économique limite fortement la marge de manœuvre du gouvernement. Les revendications politiques demandant un État moins présent, un réaménagement radical du système de santé et des mesures massives en faveur des citoyens et des entreprises telles que le FDP les défendait lors de la campagne électorale semblent difficilement réalisables compte tenu de ce contexte, et ce, d'autant que le partenaire au sein de la coalition met à nouveau davantage l'accent sur la responsabilité sociale de la politique et de l'État. Il faut dire qu'il a fallu au parti libéral 11 années dans l'opposition pour se débarrasser de son image traditionnelle de « parti girouette ». De même, les dernières années de sa participation au gouvernement du chancelier Kohl, période où l'on reprochait au FDP d'être un simple prolongement de l'Union dépourvu de personnalité, sont gravées dans la mémoire du parti. On peut donc s'attendre à ce que le FDP cherche désormais à défendre des positions affirmées face aux partenaires de la coalition afin d'éviter de manquer à nouveau de crédibilité.

## La formation de l'opposition

---

Selon un ancien cadre de pensée en deux camps adverses, la coalition au pouvoir, « conservatrice », fait face aux trois partis « de gauche » de l'opposition. En partant de cette logique, on spéculait au lendemain des élections pour savoir dans quelle mesure cette configuration pourrait ranimer le raisonnement en termes d'opposition de camps en Allemagne. Mais une coalition de l'ensemble des trois partis de l'opposition n'est pas en vue – pour la raison pure et simple que les catégories « conservateur » et « de gauche » ne peuvent plus tout expliquer aujourd'hui. En outre, le soir même des élections, on a souligné qu'une « coalition au sein de l'opposition » était impossible. Il est néanmoins certain qu'au sein du parlement, le nouveau gouvernement doit faire face à une opposition numériquement renforcée. La situation de départ des trois partis de l'opposition se présente différemment.

### Le SPD

Pour le SPD, la question fondamentale de son renouvellement en termes de personnes<sup>8</sup> et de programme doit être considérée comme la condition préalable à une renaissance du parti. Or, après les élections, la direction du parti a surtout cherché à limiter les dégâts et à organiser les préparatifs du prochain congrès national du parti. Les décisions liées aux nominations ont donc été prises considérablement vite : quatre jours seulement après les législatives, Frank-Walter Steinmeier a pris la présidence du groupe parlementaire du SPD. L'ancien ministre de l'Environnement, Sigmar Gabriel, a été nommé à la tête du parti. Andrea Nahles, jusqu'alors vice-présidente du parti, a remplacé Hubertus Heil au poste de secrétaire général.

Or, le peu d'enthousiasme des militants du parti face à la rapidité des nominations signalait déjà la nécessité d'un processus de clarification plus conséquent. Il faut avant tout décider de l'orientation à prendre, à savoir un positionnement plus à gauche ou un maintien au milieu du spectre politique. La mise en place de la nouvelle équipe

---

<sup>8</sup> Au 17<sup>e</sup> Bundestag, le SPD ne fournit plus que cinq présidents de commission, ce qui en dit long sur la faiblesse du parti en termes d'effectifs.

à la tête du SPD ne répond pas à une décision en termes d'orientation politique ; aucun des courants du parti n'a pu s'imposer de façon décisive. De même, l'annonce du souhait d'ouverture vers La Gauche reste plutôt vague. Il est vrai que l'on admet de plus en plus qu'une ouverture vers ce parti est indispensable pour élargir l'éventail des options de coalition, y compris au niveau national. Mais les conclusions qu'il convient d'en tirer en termes de programme politique n'ont jusqu'à présent guère été concrétisées. Cette réflexion politique à propos de Die Linke, qui touche à l'identité même de la social-démocratie au XXI<sup>e</sup> siècle, deviendra la pierre de touche de la renaissance du SPD. À cet égard, le fait d'être à l'avenir en concurrence directe avec Die Linke sur les bancs de l'opposition du Parlement pourrait constituer une opportunité de renouveau pour le parti.

## **Die Linke**

Pour Die Linke, les législatives de 2009 ont définitivement confirmé que le parti a également pris pied à l'Ouest du pays. C'est donc renforcée que Die Linke intègre le Bundestag – sans pour autant que son travail dans l'opposition en soit facilité. Après les faibles résultats du SPD, il y a désormais deux partis sociaux-démocrates représentés au Bundestag – selon la définition que les partis ont d'eux-mêmes. Dès la soirée électorale, les principaux dirigeants de Die Linke ont ouvert les hostilités pour savoir lequel des deux partis – le leur ou le SPD – était le véritable parti de la social-démocratie. La déclaration du chef du parti Oskar Lafontaine, affirmant que l'affaiblissement du SPD ne pouvait « faire plaisir à personne<sup>9</sup> », a généré des spéculations quant à son intention d'aller vers une alliance avec le SPD dans l'opposition. En vérité cependant, sa remarque visait à souligner les prétentions au leadership de Die Linke – sur les questions de justice sociale et comme fer de lance de l'opposition.

Au sein du parti, les avis sont partagés quant à savoir si, et dans quelle mesure, Die Linke doit se rapprocher du SPD<sup>10</sup>. De la même façon, on ignore s'il y aura une surenchère entre les deux partis sur les questions sociales. Cela dépend aussi de l'orientation politique que prendra le SPD à l'avenir. Ce qui est clair, en revanche, c'est que Die Linke prétend à un rôle de leader au sein de l'opposition en matière de justice sociale. Le fait que le parti de gauche annonce vouloir participer aux manifestations contre le nouveau gouvernement noir-jaune et donc intensifier ses échanges avec les syndicats, les Églises et les organisations sociales ne représente pas seulement une stratégie de convergence entre opposition parlementaire et

---

<sup>9</sup> « Das große X », *Süddeutsche Zeitung*, 28 septembre 2009.

<sup>10</sup> Cf. par exemple A. Brie, « Der Lafontainismus », *Der Spiegel*, 8 juin 2009.

extraparlamentaire. Il s'agit également d'une intensification de la stratégie consistant à disputer au SPD l'espace prépolitique marqué par la social-démocratie – y compris à l'Ouest.

## Les Verts

Malgré le meilleur résultat jamais réalisé dans l'histoire du parti, les Verts ne représentent que le plus petit groupe parlementaire au Bundestag – une frustration qu'ils ont tenté de cacher lors de la soirée électorale en affichant une grande assurance. Ils se sont explicitement engagés à ne participer à aucune « coalition de l'opposition » et ont affirmé vouloir rester à tout point de vue un parti indépendant avec l'ambition de jouer un rôle de leader dans l'opposition<sup>11</sup>. Mais de nombreux éléments font penser que même la direction du parti vert doute de pouvoir mener l'opposition dans les années à venir.

Les Verts bénéficieront du fait que, dans les prochaines années, il y aura toujours des thèmes écologiques classiques à l'ordre du jour politique. Des projets de politique environnementale controversés du gouvernement noir-jaune (notamment la prolongation de la durée d'exploitation des centrales nucléaires) recèlent un potentiel émotionnel susceptible de mobiliser de larges pans de la population. Malgré les tentatives des autres partis de gagner en crédibilité en matière de politique environnementale, la population considère toujours dans sa majorité que les Verts sont le parti le plus crédible dans ce domaine<sup>12</sup>. Mais, en même temps, ce sont les Verts, le plus petit groupe parlementaire, qui pâtissent tout particulièrement de la perte d'influence progressive du Parlement dans les processus de prise de décision politique et de l'affaiblissement du rôle des médias (cf. Schüttemeyer 2007). Les Verts cherchent eux aussi à contrer cette tendance en formant de plus en plus d'« alliances à l'extérieur du Parlement » – comme l'exprime le chef du parti, Cem Özdemir.

Entre-temps, les Verts sont davantage amenés à jouer un rôle de pont entre les partis « conservateurs » (*bürgerlich*) et les partis « de gauche » au sein du système de cinq partis : d'un côté, ils plongent leurs racines dans les anciens milieux de contestation des années 1970 ; de l'autre, tout comme leurs électeurs, ils sont devenus un parti « établi » de personnes aux revenus confortables et qualifiées (cf. Probst 2007). Ainsi, les Verts joueront à l'avenir de plus en plus le rôle du parti « faiseur de majorité », jadis traditionnellement rempli par le FDP. Pour ce faire, ils devraient être disponibles comme

---

<sup>11</sup> Cf. « Pur ohne Partner », *Der Tagesspiegel*, 29 septembre 2009.

<sup>12</sup> Cf. par exemple infratest dimap : WahlREPORT Bundestagswahl 2009, Berlin 2009.

partenaire de coalition pour les deux côtés – partis « conservateurs » et de gauche. Or, ce changement de rôle au sein du système des partis va de pair avec un programme vert qui manque de précision. Renate Künast, chef du groupe parlementaire des Verts au Bundestag, souligne pourtant que son parti sait depuis longtemps « que nous devons nous positionner au centre gauche<sup>13</sup> ». Mais ce processus est loin d'être terminé. Il pourrait être accéléré par le fait que la gauche du parti a gagné des voix au sein du nouveau groupe parlementaire, même si les « réalos » continuent à être majoritaires.

---

<sup>13</sup> « Die Grünen wollen die Opposition anführen », *Bild-Zeitung*, 29 septembre 2009.

## Conclusion

---

Lors du changement de gouvernement de 2009, il a été peu question de la « magie du nouveau départ ». On a plutôt constaté que le nouveau gouvernement avait fait un faux départ. Les premiers conflits entre CDU, CSU et FDP laissent d'ores et déjà penser que de nombreuses promesses électorales ne seront que partiellement réalisées – si jamais elles le sont. Les « partenaires de rêve » de la coalition devront eux aussi accepter des compromis. En même temps, le gouvernement doit relever le défi de la gestion des conséquences de la crise économique et financière ainsi que des nombreuses réformes. Il ne devrait donc pas manquer de points faibles pouvant donner prise aux attaques de l'opposition. Le parlementarisme en Allemagne – visiblement essoufflé aux temps de la grande coalition – peut s'en trouver redynamisé.

La concurrence entre partis continue à être caractérisée par des coalitions au profil changeant, sur le plan national comme régional. Il suffit de regarder les résultats des élections régionales d'août et septembre 2009 pour se rendre compte à quel point le système des partis est fluide – et pour mesurer quel degré de souplesse est nécessaire pour former des majorités. Seuls la Saxe et le Schleswig-Holstein ont offert des résultats suffisants pour une coalition noire-jaune (CDU/CSU-FDP). La Sarre a vu se former la première « coalition jamaïcaine » avec une majorité gouvernementale réunissant les différents camps. Dans le Brandebourg, la grande coalition a été remplacée par une alliance rouge-rouge (SPD-Die Linke) alors qu'en Thuringe, à l'issue de tractations difficiles, on a opté pour une grande coalition (CDU/CSU-SPD).

En raison des prochaines élections régionales, le gouvernement est obligé de compter à nouveau avec des majorités instables au Bundesrat pendant la législature à venir. Si l'alliance noire-jaune perdait la majorité dans la chambre des länder, la marge de manœuvre de la législation fédérale s'en trouverait sensiblement limitée. L'orientation politique choisie au niveau fédéral doit donc dès le départ tenir compte des intérêts des länder.

La fluidité de la concurrence entre les partis rend également la tâche difficile aux stratèges des partis. Aucun des deux « camps » ne doit compter sur des majorités sûres. Former une majorité gouvernementale avec deux partis seulement ne va plus de soi, y compris au niveau fédéral – d'où la nécessité, pour tous les partis, de réfléchir à des « coalitions en feu tricolore » ou à des alliances entre

les deux camps. L'Union et le FDP n'y travailleront cependant pas de façon active car ils forment ensemble le gouvernement. Les partis de l'opposition, en revanche, peuvent profiter de la prochaine législature pour réfléchir à de nouvelles options de coalition, à l'intérieur des partis comme vis-à-vis de l'électorat.

## Bibliographie

---

- Deiß, Matthias, *Die Führungsfrage. CDU und CSU im zwischenparteilichen Machtkampf* (Schriftenreihe der Forschungsgruppe Deutschland, tome 14), Munich, 2003.
- Hacke, Christian, « Deutsche Außenpolitik unter Bundeskanzlerin Angela Merkel », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 43/2006, p. 30-37.
- Kießling, Andreas, *Die CSU. Machterhalt und Machterneuerung*, Wiesbaden, 2004.
- Neu, Viola, « Linkspartei.PDS (Die Linke) », in Frank Decker et Viola Neu (dir.), *Handbuch der deutschen Parteien*, Wiesbaden/Bonn, 2007, p. 314-328.
- Probst, Lothar, « Bündnis 90/Die Grünen (Grüne) », in Frank Decker et Viola Neu (dir.), *Handbuch der deutschen Parteien*, Wiesbaden/Bonn, 2007, p. 173-188.
- Schüttemeyer, Suzanne S., « Modewort oder Alarmsignal? Befunde und Überlegungen zur Entparlamentarisierung », in Werner J. Patzelt, Martin Sebaldt et Uwe Kranenpohl (dir.), *Res publica semper reformanda. Wissenschaft und politische Bildung im Dienste des Gemeinwohls*, Wiesbaden, 2007, p. 240-253.

## Le Cerfa

---

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. L'Ifri, du côté français, et la DGAP, du côté allemand, en exercent la tutelle administrative. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le Quai d'Orsay et l'Auswärtige Amt et son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991. Louis-Marie Clouet y est chercheur. Nele Wissmann travaille au Cerfa comme assistante de recherche et est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ».